

Que reste-t-il de la Révolution Française?

Michel Vovelle*

1 Introduction

Dans son dernier ouvrage, qui peut apparaître comme son testament, “le passé d’une illusion” François Furet a réglé un ultime compte, non seulement avec son passé, mais avec celui de toute une génération, exorcisant sans retour l’ère des révolutions du XXe siècle, dans la dérive totalitaire qui les a conduites au collapsus final. Et de cette argumentation, parfois discutable, mais reçue par une large partie du public, il n’y aurait rien à redire pour notre propos, si par un effet boomerang au demeurant prévisible, la Révolution Française, comme matrice de l’idée révolutionnaire durant deux siècles n’en prenait rétrospectivement un coup redoutable. Si l’auteur n’en traite qu’indirectement, elle apparaît constamment en filigrane comme une référence, mais une référence définitivement au passé, récusée de l’idéologie, évanouie ou presque de la mémoire: c’est la fin de l’exception française et du “messianisme révolutionnaire depuis deux siècles”.

Telle argumentation ne saurait être prise à la légère, tant par ce qu’elle affirme sur la Révolution en général, que pour ce qu’elle implique particulièrement la Révolution Française et son héritage actuel. En déclarant à la veille du Bicentenaire “la Révolution est terminée” Furet disait exprimer à la fois “un vœu et une réalité”. Qu’en est-il de la réalité?

Le tableau que je propose, limité volontairement au dernier demi-siècle, à partir des lendemains de la guerre, tentera non seulement de cerner les

*Si ringrazia la direttrice dell’Istituto di Storia, prof.ssa Marinella Bonvini Mazzanti, Facoltà di Lettere e filosofia dell’Università degli studi di Urbino, dove l’autore, in occasione dell’inaugurazione dell’anno accademico 2000-2001, ha tenuto questa conferenza.

réalités et les causes d'un indiscutable repli, mais d'en tirer un bilan dans l'histoire immédiate, quitte à m'écarter du verdict de celui qui fut mon partenaire heureux des années du bicentenaire.

2 Les deux héritages républicain et révolutionnaire

L'état des lieux dans l'immédiat après-guerre peut poser les bases de l'évolution ultérieure. Au regard de l'héritage de la Révolution Française, il n'était en rien catastrophique. La victoire des alliés sur le fascisme a été a bon droit considérée comme celle des valeurs d'une démocratie sauvée du totalitarisme, et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1947 se référait en les élargissant aux principes de la déclaration française de 1793.

Les combats de la Résistance, en France comme en Europe, avaient contribué à raviver une mémoire, des préférences que déjà en France les mobilisations collectives de l'antifascisme avaient appelées au secours de la démocratie menacée; on rappelle sans s'y attarder, la réconciliation historique du drapeau rouge et du drapeau tricolore par le parti communiste dans les années 30 du Front Populaire, appropriation patriotique par un parti révolutionnaire des valeurs de la Révolution "bourgeoise". Et Furet me semble discutable lorsqu'il affirme (p. 448) que "la revendication révolutionnaire par la résistance ne débouche sur rien. L'idée révolutionnaire ne sort pas plus riche de la guerre qu'elle n'y était entrée". C'est sous-estimer, si l'on élargit le débat, l'importance du consensus renforcé au sortir de l'Etat Français de Vichy, autour de la République, et de ses institutions, opérée sous l'égide d'un De Gaulle, non point révolutionnaire mais restaurateur de l'Etat républicain et parallèlement le ralliement exprimé dans une interview par Thorez en 1946 à une voie française de la démocratie. Mais la situation d'après-guerre, qui va bientôt déboucher sur la guerre froide, se caractérise aussi par la référence pour l'extrême gauche européenne à un modèle relai de référence révolutionnaire, celui de la Russie bolchévique qui sort épuisée mais triomphante de l'épreuve. La guerre a sinon effacé, du moins fait passer provisoirement sous silence, les perplexités des années 30 sur la nature et les pratiques du régime, et le pays du socialisme réel jouit d'un prestige considérable en Europe et dans le monde. Des révolutions se préparent pour demain dans le Tiers Monde. Le mythe révolutionnaire garde

son pouvoir d'attraction. Le statut symbolique de la Révolution, façonné par l'héritage pédagogique et civique de la Troisième République peut apparaître intact, voire renforcé. Les partis de gauche s'y réfèrent avec constance, avec tiédeur certes chez les radicaux, qui cependant seront dans les décennies proches le vivier d'un réveil pseudo-jacobin quand les années 50 verront foisonner les clubs au sein d'une élite en recherche de solutions alternatives. Le parti socialiste, où l'influence de Guy Mollet se fera longuement sentir, reste, en principe, ferme dans la foi, réaffirmant la conquête du pouvoir comme horizon d'attente, et il en va de même, est-il besoin de le dire, du parti communiste.

L'historiographie française de la Révolution, où Georges Lefebvre, actif jusqu'en 1959, transmettra le flambeau à Albert Soboul, affirme la continuité d'une ligne jacobine influencée par le marxisme et par sa productivité et acquiert un statut dominant, on l'a dit avec sans doute trop d'insistance, sur ce que Furet a dénoncé à partir de 1965 comme "la vulgate" ou le "catéchisme républicain". Mais la pédagogie des manuels de l'enseignement secondaire s'ouvre sans trop de réticences au modèle soboulien de la "Révolution bourgeoise à soutien populaire", et laborussien de la "Révolution des anticipations".

Ce mouvement – dira-t-on de grâce? – a fait place entre 1950 et 60 à un processus de déconstruction progressivement accéléré, dont on peut rappeler les causes exogènes puis endogènes, étant bien entendu que les deux registres ne sont point hermétiques, il s'en faut.

3 Causes exogènes?

La plus évidente, d'entrée, s'inscrit dans les avatars de l'idée et de l'espoir révolutionnaire durant ces décennies en Occident. Il n'y avait été caressé durant les années de la résistance française que par quelques groupes et individualités communistes (C. Tillon) désavoués par le parti dans le cadre de la stratégie globale de l'Urss, mais ce renoncement qui se fit (relativement) en douceur en France, dans la violence et l'amertume ailleurs, ainsi en Grèce, nous laisse chez ceux qui rêvent d'une subversion violente, à la recherche d'une Révolution. Stabilisée, mais encore puissante, la référence du pays de la Révolution socialiste réalisée, gardant un temps son pouvoir de séduction, l'image de l'Urss commence à se troubler à partir surtout de

1956 et du rapport Krouchtchev et à susciter plus d'interrogations et de trouble que d'attraction, jusqu'à l'implosion finale. Des substituts ont pris le relais, la Chine, Cuba, ou les guérillas de l'Amérique Latine avec la figure mythique de Che Guevara, mais l'échec de celles-ci illustre le repli de l'espoir du passage à l'acte qui trouve ses dernières expressions paroxystiques dans l'action des groupes terroristes en Allemagne ou en Italie – armée rouge ou brigades rouges.

Des flambées révolutionnaires, il y en eut dans ces années, mais l'image se trouble qui les situe dans les pays de l'Est, Hongrie, Allemagne, Tchécoslovaquie: la Révolution aurait-elle changé de camp? De même peut-on s'interroger, en Occident et en Amérique, sur la signification et la portée des mouvements de 1968.

Flambées révolutionnaires parties de la jeunesse, modérément relayées par la classe ouvrière, et rapidement closes sur un compromis, au demeurant appréciable, dans ses retombées sur les moeurs et les institutions, cette révolte de l'imagination au pouvoir, si nous l'envisageons au regard de l'héritage de la Révolution française, assume son originalité et ses limites. La référence aux grands souvenirs n'y manque pas, dans le gestuel, la symbolique et l'inflation des discours. Mais c'est une image modifiée de la Révolution française qui prévaut, ou plutôt l'un de ses héritages, celui d'une démocratie directe dont les courants libertaires et anarchistes avaient jusqu'alors été porteurs. Et l'on a commenté, souvent avec ironie, la rentrée dans l'ordre d'une partie des cadres de la génération soixante-huitarde, et l'érosion rapide chez les nouveaux jeunes du souvenir de cet épisode.

4 De 1989 à 1990

Entre 1989 et 90, dans le cadre de l'implosion des pays du système communiste, s'est manifestée dans plusieurs pays, de la Hongrie à la R.D.A., une espérance révolutionnaire qui est sans doute le dernier écho d'une tradition biséculaire de combat pour la liberté: et dans les pays occidentaux, plusieurs y ont vu, alors même que se déroulait le cycle des célébrations du bicentenaire, un retour aux racines vives de l'héritage de 1789-93, gommant la parenthèse tragique des révolutions perverses du XXe siècle: ainsi Edgar Morin, oracle imprudent, proposait-il, dans un article du "Monde" en janvier 1989, de "démystifier, remythifier la Révolution française", mais

on sait comment cet espoir a été de courte durée: quand la foule à Leipzig a substitué au mot d'ordre "Wir sind das Volk" celui de "Wir sind ein Volk", un tournant s'est opéré, menant ici au retour à l'ordre, ailleurs au chaos.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus de révolutions? La Chine s'est renfermée dans la contre-révolution, Cuba est exsangue, et les révolutions du Tiers Monde se replient sur des guérillas ponctuelles de l'Amérique Latine, dont la portée emblématique reste circonscrite (le Chiapas). Et cependant, il se fait de nouvelles révolutions et sans doute serait-il contestable de refuser ce titre à la révolution iranienne, comme aux formes de révolution islamique: la nouveauté étant qu'elles ne se réfèrent plus au modèle qui, sous couvert d'une analyse dérivée du marxisme, lui-même s'inscrivant héritier de la Révolution française, renvoyait à une philosophie du progrès et des Lumières de la Raison. Sans pousser même jusqu'aux turbulentes révolutions ensauvagées de l'Afrique Noire, aux motivations obscures, il peut bien sembler que le concept même de révolution ait changé aujourd'hui de nature.

5 Crise des idéologies

Ces avatars de la révolution, et des systèmes qui s'y référaient, accompagnent la crise des idéologies dans le dernier demi-siècle. Sur un thème qui n'avait pas été méconnu des décennies précédentes, mais renouvelé et élargi par celles de l'après-guerre, la dénonciation des systèmes totalitaires, telle que J. Talmon en esquissait une approche théorique dans les années 50 dans ses "Origins of the Totalitarian Democracy", remontant à la Révolution française et aux Lumières, via J.J. Rousseau, a pris l'ampleur d'une mise en cause, illustrée par les oeuvres d'Anna Arendt, ou en France par le courant des nouveaux philosophes.

Sans vouloir nous engager dans une approche qui mériterait un exposé en soi, nous ne pouvons négliger l'expression du débat dans l'historiographie proprement dite de la Révolution en France et en Europe, comme en Amérique. Le courant critique de la lecture jacobine "classique" de la Révolution (on l'a dit parfois révisionniste, mais le terme prête à confusion) a été illustré par l'oeuvre de François Furet à partir de 1965 (La Révolution française par D. Richet et F. Furet), puis par ses essais ultérieurs (l'atelier de l'Histoire) jusqu'au dictionnaire critique qu'il a coordonné en 1989, et, on l'a vu, la fin d'une illusion. Nous n'entrerons pas dans le détail de l'a-

analyse d'une pensée flexible qui, partie de la dénonciation de la vulgate ou du catéchisme républicain, sur le thème du dérapage de la Révolution, l'a conduit à une mise en cause globale du processus, comme issu d'une vision fautive de la souveraineté nationale, empruntée à Rousseau, génératrice de la dérive jacobine qui en fait une des sources, la matrice pour reprendre son expression des dérives totalitaires de l'âge moderne.

Mais il convient de reconnaître l'impact, en France et ailleurs, d'un discours critique, malgré d'ultimes nuances, aux feux de la polémique du bicentenaire qui en a assuré la diffusion, dans une opinion prête à en recevoir dans les médias le verdict appauvrissant "la Révolution est terminée". En contrepoint, la lecture sociale "classique" de la Révolution s'est trouvée en position défensive, aggravée par l'impact-sanction de l'implosion des régimes socialistes. C'est, au vrai, que notre ou nos sociétés du monde libéral étaient comme préparées à recevoir ce message: par où nous passons à ce que j'ai désigné comme les causes et les aspects endogènes de la remise en cause de l'héritage révolutionnaire.

6 Transformations récentes

On ne peut que passer vite – trop vite – sur le trait fondamental qui conditionne tous les autres: entendons les profondes mutations sociales du dernier demi-siècle, telles qu'elles ont affecté aussi bien une paysannerie en crise, sinon en voie d'extinction, une classe ouvrière remise en cause par les révolutions technologiques, un secteur tertiaire enfin où le développement des cadres accentue l'évolution vers un individualisme peu enclin à se couler dans les moules anciens. A quoi il conviendrait d'adjoindre les aspects démographiques, l'évolution de la famille et des rapports intrafamiliaux, la visibilité accrue de la revendication des femmes et de la jeunesse, le brassage enfin dans une société désormais pluriethnique et pluriculturelle où les mécanismes intégrateurs traditionnels sont en échec.

Dans un monde occidental où les écarts sociaux se creusent, même si c'est moins brutalement qu'aux Etats-Unis, le poids croissant de l'exclusion et de la marginalisation sociale et culturelle d'une frange croissante de la population crée un nouveau Lumpenproletariat qui ne peut se payer le luxe d'une conscience de classe, ni de référents culturels enracinés dans

une mémoire. Quelles sont les conséquences de cette situation actuelle sur le thème qui nous intéresse directement?

7 Banalisation de l'héritage

La première serait sans doute la banalisation dans notre société d'une partie importante des objectifs un jour énoncés par la Révolution Française, considérés aujourd'hui comme partie intégrante de la démocratie moderne. Maurice Agulhon l'a rappelé avec justesse: la proclamation affichée au fronton des monuments publics – liberté, égalité, fraternité – tend à s'effacer, même si toutes ses ambitions sont loin d'être réalisées; du moins, dans l'aire des démocraties en place, les libertés élémentaires sont-elles préservées, l'égalité civile proclamée, la fraternité rebaptisée solidarité, promue au rang des valeurs à développer. La république en France n'est plus contestée que par quelques nostalgiques inoffensifs, et d'ailleurs elle a perdu à l'échelle internationale sa vertu d'idéal provocateur, dans une sphère européenne où la démocratie a été rétablie en Espagne sous la houlette d'un souverain débonnaire, tandis que l'Angleterre – pour ne point parler de l'Australie ou de la Belgique – s'accommode d'une monarchie dont le prestige ébréché résiste aux atteintes du temps, comme dans l'Europe nord-atlantique et scandinave. L'idéal républicain subsiste comme un des traits de l'exceptionnalité française, mais celui de la république universelle est relégué au rang des utopies historiquement datées, au profit d'autres discours de l'unification transnationale. Cette banalisation pourrait, d'une certaine façon, être tenue pour encourageante, témoignage d'un progrès irréversible, si elle ne s'accompagnait de la remise en cause, sur fond d'indifférence, de scepticisme, mais aussi de contestation hostile des institutions et de la classe politique.

L'hostilité ne date pas d'hier – antiparlementarisme en France nourri des échecs de la Quatrième République, endémique en Italie, mais accentué par l'émergence du thème de la corruption, et plus largement du fonctionnement des partis, générant la césure entre classe politique et pays réel.

La crise des partis politiques ne sert point la cause de la Révolution Française, référence cependant canonique jusqu'à hier dans la gauche européenne. En France, le Rassemblement pour la République (RPR) a décidé

durant les années du bicentenaire de se débarrasser de l'image désuète du bonnet phrygien pour y substituer un logo plus moderne.

Les partis, en Europe ou ailleurs, qui s'inscrivaient jusqu'à hier dans une perspective révolutionnaire, ont successivement récusé cet héritage, pour adopter une démarche réformiste à commencer par les partis sociaux démocrates: mais les partis communistes, après l'abandon successif de la dictature du prolétariat, de la lutte des classes, du centralisme démocratique, s'interrogent en occident sur ce que peut être aujourd'hui, une voie révolutionnaire. L'hégémonie actuelle, en l'absence d'alternative formulée de la vision néolibérale d'un monde qui pourrait être celui de la fin de l'histoire, régulé par les équilibres économiques et financiers, suscite contestations et remises en cause: mais la voie révolutionnaire n'en apparaît pas actuellement l'issue.

Au fil des reclassements de la classe politique, en recherche de nouvelles stratégies, c'est plus profondément, on en prend conscience, une crise des valeurs de la démocratie libérale qui se révèle, et dont on peut décliner les thèmes. Crise de l'Etat, identifiée au centralisme et, sinon à l'arbitraire, du moins à une gestion lointaine et oppressive, incompréhension des réalités. Cette image repoussoir s'inscrit aujourd'hui en contrepoint absolu avec la nouvelle revendication tant d'un retour à une pratique démocratique à la base, dont l'associationisme et l'autogestion sont les expressions, que de la revendication identitaire qui s'est développée durant les dernières décennies dans les régions, de la Bretagne à l'Occitanie, pour ne point parler de la Corse. La défense des langues et cultures régionales avive le contentieux historique contre les méfaits du centralisme économique et administratif. Au-delà de ces contestations où l'on pourrait s'étonner de voir – rustiquement parlant – converger une vieille fibre de droite mise à jour, et une sensibilité de gauche revendiquant à travers la démocratie directe un autre héritage de la Révolution, l'opinion, si tant est qu'elle existe, semble prête à se convertir au slogan libéral du moins d'Etat.

8 Procès au jacobinisme

Complément et contrepartie de cette lecture dépréciative, c'est le jacobinisme – invention française – qui est sur la sellette. Le temps n'est plus où successivement les radicaux avec Clémenceau, puis les socialistes, de

Jaurès à Guy Mollet hier encore, les communistes enfin, jusqu'à la récente palinodie de Robert Hue, se targuaient d'être les héritiers de la tradition jacobine. Concept ambigu ("hydre malléable" suivant la métaphore ironique de Mona Ozouf), il avait gardé toute sa puissance offensive d'expression pugnace d'une république en lutte contre toutes les tentations centrifuges et les offensives de ses adversaires, sous la Troisième République. Puis, le jacobin était devenu, dans les partis révolutionnaires, le protagoniste d'une minorité initialement bourgeoise désormais ouvrière, apte à faire avancer l'histoire, fut-ce par la force. Vu d'en face, le jacobinisme s'est désormais identifié à la mainmise d'un état centralisateur, réducteur des libertés: non sans abus on impute au centralisme jacobin une responsabilité qui revient pour bonne part à l'héritage napoléonien.

Mais qu'en est-il du citoyen tout court? Notre société s'interroge sur la crise de citoyenneté, intimement liée aux remises en question du fonctionnement de nos démocraties modernes, à la contestation d'une classe politique souvent déconsidérée, en tous cas coupée, dit-on, des aspirations de la société civile qui cherche en dehors des partis et des syndicats, dans les associations et les "coordinations" informelles, les moyens de faire entendre sa voix. En bref, et sans vouloir nous attarder, sur des évidences aujourd'hui banalisées, l'état nation démocratique, à l'heure non seulement de l'édification laborieuse d'une conscience européenne, à l'ombre de la mondialisation sous égide américaine peine à reformuler la définition d'un civisme nouveau à l'image de notre temps.

Puis, voici le déclin et la crise de la nation. Sous son expression moderne, l'idéologie nationale a été l'un des héritages majeurs de l'expérience française entre 1792 et 1815. Que ce soit par l'entraînement de l'exemple ou en réaction contre lui, l'Europe et le monde ont reçu de la France révolutionnaire les germes d'un esprit national, support du patriotisme, mais aussi, pour le meilleur et pour le pire, des dérives nationalistes et xénophobes du XIXe siècle à nos jours. Que représente la patrie pour les jeunes Français d'aujourd'hui, à l'heure où l'un des supports les plus enracinés de la tradition républicaine, l'idée d'armée nationale chère à Jaurès vient d'être récusée en France comme dans d'autres pays européens, sauf l'Allemagne, au profit d'une professionnalisation mieux adaptée pense-t-on à ses objectifs modernes? Exit le citoyen soldat ... La fin de la nation, telle que l'avait rêvée la Révolution française, confronte à l'acceptation des

équilibres hégémoniques, comme, à l'inverse, à la résurgence de formes de nationalismes archaïques exacerbés, tels que les convulsions tragiques de l'aire balkanique ou de l'ex URSS en donnant aujourd'hui l'illustration.

Des clivages anciens, longuement enracinés comme la césure religieuse jusqu'à hier dans la mémoire sourde des Français, perdent leur pertinence. La laïcité, mot d'ordre et idée force, est remise en question et cherche à se redéfinir en termes nouveaux, point simplement sous l'effet de la déchristianisation avancée de la société actuelle. Tant et si bien que la référence canonique à la bipartition des deux France, encore bien lisible en 1965, se délite au fil des scrutins électoraux depuis les années 1980: la Bretagne catholique, et plus largement l'Ouest, se révélait en 1981 bastions à conquérir pour le parti socialiste, cependant que le Midi rouge virait à droite, les aires du jacobinisme historique s'étriquant dans les bastions résiduels du centre de la France.

9 L'épreuve du bicentenaire

On en vient, au fil de cette remise en question, à se demander ce qui reste aujourd'hui de la mémoire de la Révolution française, si on l'interroge au miroir de l'épreuve de vérité que fut la commémoration du bicentenaire en 1989. Significative est la manière dont la République française dans des années qui furent marquées par l'alternance de gouvernements de gauche et de droite, sous l'arbitrage du président Mitterrand, décida de célébrer cette date éclatante. Dans ce contexte ambigu, le consensus se fit sur le principe de régler d'une traite la dette de reconnaissance en concentrant les célébrations officielles dans l'année 1989, moyen d'esquiver les épisodes non consensuels de 1793 et de focaliser l'attention sur le thème des droits de l'homme. Réussite incomplète si l'on en juge d'après les débats polémiques qui marquèrent ces années, indice malgré tout que la Révolution n'est pas terminée.

Le rendez-vous avec l'histoire que constituait la célébration du bicentenaire en 1989, occasion de réveiller la mémoire, a eu des conséquences pour une part inattendues, même si son impact a surpris une partie des observateurs.

Il a revivifié un discours contre-révolutionnaire qui n'avait jamais disparu, mais s'était fossilisé voire partiellement assoupi. Dopé par la prise

de conscience des erreurs et des crimes des totalitarismes modernes, il en a transposé l'argumentaire à l'événement fondateur: la république jacobine, mais par extension, on l'a vu, la révolution tout entière est devenue la matrice des totalitarismes modernes. Le souvenir de la violence et l'image de la Terreur se sont focalisés sur le thème du génocide franco-français perpétré par les années de la Convention sur une région martyre, la Vendée. Cette transposition anachronique du concept moderne de génocide, hardiment maniée par des historiens renommés comme Pierre Chaunu, récusée par la majorité des historiens de sang-froid, n'a eu qu'un succès limité, mais elle a trouvé un terrain d'élection dans le cadre même de la Vendée moderne, si différente de celle de 1793, mais qui se prévaut de son statut de "région mémoire".

10 Crise de la transmission de la mémoire

On aurait tort toutefois de s'en tenir à ce bilan négatif. Le bicentenaire, reçu et célébré dans tout l'espace français par une foule d'initiatives au plan local autant que national (et international), s'est prêté à une étude d'impact, comme on dit aujourd'hui, qui donne la possibilité de mesurer la mémoire – vive ou morte – de l'événement historique.

Que reste-t-il de la mémoire de la révolution dans la conscience des Français touchés par les sondages, opérés ou exploités par la thèse de Patrick Garcia au cours et au lendemain immédiat de l'événement commémoratif de 1989? Peu de chose, dirait-on, au niveau factuel. La mémoire de l'événement est devenue floue, la référence aux grandes journées et aux événements fondateurs plus que sélective: le 14 juillet certes, la mort du roi sans doute, le 9 thermidor à la rigueur, mais la nuit du 4 août ne dit plus rien à grand monde, le 18 brumaire peut-être, mais que dire des autres séquences? Le hit parade des héros révolutionnaires, hier encore discriminant témoigne d'une impitoyable sélection: Louis XVI et Marie-Antoinette, victimes innocentées d'une séquence dramatique, Mirabeau et Lafayette, Condorcet parce qu'on en parle, Marat et Robespierre relégués à un rang plus que médiocre où se confondent les rangs de leurs fidèles et de ceux pour qui ils symbolisent l'exécration de la révolution meurtrière, tandis que Danton sauvé par le film de Wajda esquisse le portrait d'un pro-

tagoniste à visage humain ... Tels sont les produits d'une commémoration fortement médiatisée.

Toutefois, interrogés plus généralement sur le bilan de la Révolution, ces Français adoptent en majorité une évaluation globalement positive: la Révolution était nécessaire, et la prise de la Bastille en est le temps fort, elle a ouvert la carrière de la conquête des libertés, en marche vers la démocratie moderne, mais elle comporte sa part d'ombre, la Terreur, même si la plupart se refusent à l'identifier au génocide franco-français. On n'aurait pas aujourd'hui condamné le roi à mort, et encore moins peut-être Marie-Antoinette, une femme. Une sensibilité nouvelle se fait jour, qu'il convient d'examiner, alors même que la justification par les circonstances, la défense de la patrie agressée, perd de son autorité. En tout état de cause la Révolution, même si elle se justifiait en son temps, appartient à un univers qui n'est plus le nôtre, car elle ne saurait répondre aujourd'hui aux modalités du changement.

Cet héritage a perdu dans notre société moderne les supports qui en assureraient la transmission. En premier lieu, la famille, le plus discret et en même temps le plus efficace sans doute. D'où l'oubli, l'érosion des images transmises dans une société où la cohabitation intergénérationnelle se réduit, où la mémoire orale cède le pas devant les formes modernes de la communication. Le temps des grands-pères, et surtout des grands-mères porteuses de la mémoire-légende est révolu, la transmission directe des options politiques se fait lâche. On reste, jusqu'à un certain point de gauche ou de droite, sur fond de ce qu'Ernest Labrousse appelait une "préformation de sympathie", mais la culture de référence a disparu, et les structures d'accueil aussi pour bonne part.

L'école avait tenu, dans la France de la Troisième République, une place éminente dans l'acculturation républicaine de masse, par la pédagogie de ses manuels, dont on a, à bon droit sans doute, contesté les simplifications excessives dans la formulation du "catéchisme républicain". Ce temps n'est plus, et l'évanescence d'une vision scolaire de l'histoire dans les écoles élémentaires, devenue une discipline d'éveil où l'héritage révolutionnaire n'a guère de place, est confirmée par l'esprit nouveau des manuels de l'enseignement secondaire. Pour qui les feuillète aujourd'hui, la récusation de l'événementiel de grand-papa, au profit d'une approche de la longue durée des évolutions économiques, sociales et culturelles, en elle-même louable,

restreint dans ces manuels le chapitre sur la Révolution française à une curiosité, à la limite, entre l'âge des Lumières et la révolution industrielle, une unique séquence événementielle, sauvée par sa portée universelle d'entrée dans la modernité démocratique et la conquête des droits de l'homme, mais de moins en moins porteuse d'un modèle exemplaire dans l'enchaînement de ses épisodes. La peau de chagrin s'inscrit à tous les niveaux de la science historique enseignée, même si la Révolution française garde une place menacée dans le cursus universitaire. Mais son enseignement s'adresse à un public de plus en plus neuf, ignorant d'un film historique dont la complexité lui échappe. Tout un ensemble de références hier familières, qui constituaient la légende de la Révolution, à travers ses épisodes et ses grands hommes, est devenu aujourd'hui exotique et lointain.

11 Fin de l'exception française?

C'est la fin, dit-on, de l'exception française, et avec elle d'une aventure focalisée maladivement sur la voie révolutionnaire. Rentrer dans le rang des démocraties policées qui ont su s'épargner ce détour violent – à l'exemple des anglo-saxons – serait enfin accéder à la modernité. En récusant une partie de l'héritage, en conservera-t-on pour autant la mémoire, dépouillée de tous ses pouvoirs d'adhésion et d'entraînement?

L'ultime tableau, sur lequel il convient de conclure confronte à plusieurs options. Tourner la page, en ne retenant de l'héritage que les valeurs s'Azres – les droits de l'homme et l'appel à la Liberté, ce qui n'est pas rien – mais en regardant vers un avenir débarrassé de toutes les scories commémoratives pour se placer dans une visée résolument prospective: c'est bien le choix qu'ont fait les gouvernements français en réglant, d'une seule traite en 1989 leur dette à l'égard de la Révolution sans s'engager plus avant. Et la grande parade organisée par Goude sur les Champs-Élysées le 14 juillet 1989 a été le reflet de ce choix.

Il reste que les inquiétudes, voire les angoisses, du temps présent, telles que nous les avons suggérées – la recherche d'une nouvelle citoyenneté, respectueuse des différences sans abdiquer sur le repli de l'individualisme libéral-, conserve à certains héritages une valeur que plus d'un hésite à voir se perdre. Le moins d'état livre l'individu au jeu des puissances économiques et aux inégalités. La quête laborieuse d'une conscience européenne, à

l'ombre d'une mondialisation sous égide américaine, peine à reformuler la définition d'un civisme nouveau à l'image de notre temps.

Un dernier carré de jacobins autour de Jean-Pierre Chevènement représente en France la riposte de gauche à ces périls, cependant que plus largement la défense des valeurs civiques est devenue significativement un des thèmes en vogue dans une partie de la classe intellectuelle. A droite, le courant souverainiste qui prend actuellement naissance autour de Charles Pasqua lui fait écho à sa façon, sans éviter les compromissions avec une extrême droite dont les valeurs de la Révolution française n'ont jamais été la préoccupation dominante. . .

Ce n'est point sur cette image d'un dernier carré de fidèles et de nostalgiques que je voudrais conclure. Lorsque s'achève l'inventaire de ce qui est perdu, s'esquisse celui de ce qui reste à faire, si l'on reste fidèle à l'idéologie que la Révolution avait elle-même hérité des Lumières et qui est celle du progrès, tranfigurée par la lutte, génératrice de conquêtes irréversibles et d'anticipations pour l'avenir. Ce qu'il en reste? Suivant l'expression d'E. Bloch "un rêve en avant", et un horizon d'espoir.¹

12 Bibliografia

12.1 Riferimenti su Internet

Per il lettore che desideri approfondire alcune piste di studio e per ampliare il contesto storico e culturale dei temi trattati, consiglieri il motore di ricerca "google.it" per le seguenti parole chiave:

- Vandea
- Terrore
- Giacobinismo

¹Per il lettore che desideri approfondire alcune piste di studio e per ampliare il contesto storico e culturale dei temi trattati, consiglieri il motore di ricerca "google.it" per le seguenti parole chiave: *Vandea*, *Terrore*, *Giacobinismo*. Profili biografici dei principali studiosi citati compaiono nel sito seguente: <http://fr.encyclopedia.yahoo.com>. Un'intervista a Pierre Chaunu sulla Rivoluzione francese è leggibile al sito <http://-culturacristiana.net>. Profili biografici di personaggi politici recenti sono rintracciabili nei siti <http://www.de-gaulle.org> e <http://www.assemblee-nat.fr>

Profili biografici dei principali studiosi citati compaiono nel sito seguente: <http://fr.encyclopedia.yahoo.com>

Un'intervista a Pierre Chaunu sulla Rivoluzione francese è leggibile al sito: <http://www.culturacristiana.net>

Profili biografici di personaggi politici recenti sono rintracciabili nei siti: <http://www.de-gaulle.org> e <http://www.assemblee-nat.fr>